

<http://gec.venissieux.org/COMMANDE-PUBLIQUE-Marches-publics-Fourniture-de-produits-laitiers-et-avicoles>



**Rapport 19. COMMANDE  
PUBLIQUE. Marchés publics.  
Fourniture de produits laitiers  
et avicoles pour les besoins de  
la régie autonome de  
restauration scolaire et  
sociale. Autorisation à lancer  
la procédure et à signer**



Date de mise en ligne : mercredi 7 avril 2021

Copyright © Elus communistes et apparentés de Venissieux - Tous droits

réservés  
- Interventions -

**Madame le Maire,**

**Permettez-nous madame la maire de saisir l'occasion de ces délibérations sur les marchés d'approvisionnements de notre cuisine centrale pour évoquer le lien entre la terre et l'assiette comme le disent certains publicitaires.**

Vous le savez, nous le savons tous, le lien entre l'alimentation en ville et l'agriculture est essentiel. C'est un enjeu économique, environnemental, social, un enjeu d'aménagement du territoire.

Nous voulons bien entendu apporter à nos enfants les produits alimentaires de la meilleure qualité possible, au meilleur coût possible, et depuis des années, nous augmentons la part de marchés en circuit court, en bio. Mais nous nous heurtons à une difficulté bien connue de toutes les cuisines publiques, l'offre en bio comme en circuit court est insuffisant dans un contexte où toutes les institutions veulent augmenter leur volume d'achat.

Ce matin à la radio dans le débat pour ou contre la baisse de la TVA sur les produits bios, des acteurs du bio s'inquiétaient d'une trop forte hausse de la consommation rapidement qui profiterait principalement aux bios importés, ce qui est un comble car certains produits bios importés ont un impact carbone bien supérieur à de l'agriculture raisonnée locale.

C'est pourquoi nous mettons la priorité sur les circuits courts et que nous voulons travailler à l'échelle métropolitaine à rechercher des mutualisations pour éviter, en quelque sorte, la concurrence entre acteurs publics pour accéder à une ressource insuffisante. Il doit y avoir une cohérence entre la politique agricole de la métropole et les efforts pour construire un cadre commun d'achat de l'ensemble des acteurs publics de la restauration.

Cette démarche est aussi en lien avec notre engagement de mandat n° 42 pour encourager le maraîchage et la consommation de légumes de saison. J'en profite pour annoncer que le travail sur le projet de ferme urbaine avance, et que ce sera l'occasion d'engager le réseau que nous voulons créer mettant en relation les habitants pratiquant le maraîchage individuel, les jardins collectifs, les marchés, les points de distribution AMAP...